

Analyse ADM

« Extrémisme violent : la propagande sur les réseaux sociaux de l'extrême droite représente un défi majeur pour la stabilité du monde. »



ADM

Action Droits des Musulmans

ADM est une organisation de défense des droits qui lutte contre le racisme antimusulman, elle a été créée suite à l'état d'urgence et aux besoins des victimes.

Notre spécificité est double : sécurité et conformité aux droits.

ADM lutte contre les discours haineux et le harcèlement sur les réseaux sociaux, elle accompagne juridiquement et administrativement les victimes.

Son réseau s'étend à plus de 30 avocats.

ADM est aussi membre du réseau Antiterrorisme Droits et Libertés.¹

ADM a développé un pôle pour garantir le respect des droits sur le terrain digital, avec une lutte contre les discours haineux, le harcèlement et les fakes news sur les réseaux sociaux depuis 2017. Il apparaît en effet que le net est un terrain propice aux groupuscules laïcistes et identitaires qui mènent des campagnes de harcèlement sur fond de racisme antimusulmans.

La propagande identitaire a les mêmes caractéristiques que la propagande djihadiste : hyperactivité sur les réseaux sociaux et appartenance à un groupe sectaire. Alors que les djihadistes sont relativement isolés de la société, les identitaires ont un discours politique haineux lissé. Ils sont auprès des politiques comme par exemple Génération Identitaire avec le Rassemblement National de Marine Le Pen.²

Le discours est en substance le même que celui des terroristes. Ils véhiculent des messages haineux sur le grand remplacement, la diabolisation de l'islam, des musulmans ou des étrangers sur fond de complotisme.

Leurs discours haineux sont banalisés et même récupérés par certains médias ou politiques qui ne sont pourtant pas d'extrême droite. Ils font des musulmans des « boucs émissaires », les accusant de tous les maux, ce qui donne régulièrement lieu à des polémiques relayées par les réseaux sociaux. Ce déversement haineux est dangereux. Il a conduit à des attentats ciblant des personnes en raison de leur confession, comme récemment la mosquée de Christchurch et la Synagogue de Poway aux États-Unis.

De plus en plus de militants pratiquent l'hacktivism, mouvement purement digital qui prône des actions directes sur Internet pour défendre des causes. Ces militants sont ainsi les premiers à pratiquer le trolling agressif, pratique qui consiste à provoquer les participants d'un forum dans le but d'alimenter la polémique et de générer des conflits ou disqualifier un adversaire.

Sur les réseaux sociaux, comme leurs pairs anglo-saxons, des internautes d'extrême droite pratiquent depuis une dizaine d'années le trolling envers des cibles bien identifiées, comme par exemple les militantes féministes. Ces méthodes, qui favorisent le clash et la polémique, sont très visibles.³

Les auteurs et les cibles des campagnes haineuses sur les réseaux sociaux

Les musulmans sont victimes de campagnes haineuses sur les réseaux sociaux. Les identitaires, les groupuscules laïcistes, surfent sur les fantasmes pour alimenter les peurs pour les diaboliser.

Cette malveillance s'étend aux personnalités publiques qui ont le courage de marquer leur désaccord avec ces procédés et la haine qui en découle. Elles se retrouvent également harcelées. Les cibles sont les représentants d'associations contre le racisme ou de lutte contre les discriminations des musulmans, de soutien aux migrants. Les femmes sont plus exposées à ces attaques.

Les attaques proviennent la plupart du temps de la fachsphère - groupe qui partage les idées d'extrême droite - qui se fait l'alliée des groupuscules laïcistes tel que le Printemps Républicain. Ces campagnes sont relayées par certains médias, qui se rejoignent dans une même idéologie d'exclusion de l'autre. Leur objectif commun est de discréditer le message afin que le message

ne soit pas audible, particulièrement lorsqu'il s'agit de dénoncer les amalgames et les discriminations que subissent les musulmans.

Comme par exemple avec la polémique raciste antimusulman suite Hijab running de Décathlon, la chanteuse Mennel voilée, ou dernièrement l'affaire de la jupe et du chauffeur musulman de la RATP.

L'affaire de la « Jupe » et le chauffeur musulman de la RATP.

Le 1^{er} mai 2019, Kamel Bencheikh dans un post raciste antimusulman sur Facebook, a revendiqué son « *islamophobie* » prétendant que sa fille avait été refusée par un chauffeur de RATP parce qu'elle portait une jupe. Il l'a accusé d'être un « Islamiste » le qualifiant de « *barbu de type maghrébin* ». Il en a appelé aux institutions : « *il faut arrêter de laisser la gestion de nos vies aux islamistes* ». Facebook a bien réagi, en supprimant ces publications d'incitation à la haine contre les musulmans.

Suite à ce post, les laïcistes du Printemps Républicain comme Françoise Laborde a twitté : « La fille du poète #KamelBencheikh, empêchée de monter dans un bus, à Paris parce qu'elle portait une jupe courte. L'auteur de « Préludes à l'espoir » scandalisé, s'est adressé à la RATP @ClientsRATP on attend la réponse »⁴. Le Parisien a repris les calomnies contre le chauffeur de Bus de la RATP.⁵

Alors que M Beicheikh n'était pas sur les lieux, n'avait aucune preuve de ces accusations contre le chauffeur du bus, deux ministres ont fait un communiqué apportant un soutien aux accusateurs sur les réseaux sociaux.

Marlène Schiappa Secrétaire d'État à l'égalité femmes-hommes et la lutte contre les discriminations, ainsi que la ministre des Transports ont fait un communiqué, réclamant des sanctions exemplaires si les faits étaient avérés. Une conseillère de Paris de LREM sur CNEWS et Julien Odoul RN faisaient des liens entre le chauffeur de bus et les terroristes, les islamistes dans une séquence surréaliste.

En réalité, selon le chauffeur il a bien marqué l'arrêt vers 23 heures et les jeunes femmes fumaient leur cigarette. Il a donc du repartir. Elles ont tenté d'entrer dans le bus au feu rouge, entre deux arrêts sans succès. Le chauffeur a refusé de leur ouvrir la porte pour des raisons de sécurité, le bus étant au milieu de la chaussée, loin du trottoir.

Le chauffeur musulman était sous le choc et risquait une sanction disciplinaire, à cause de la pression des politiques. Le Syndicat RATP a dénoncé l'instrumentalisation et le racisme antimusulman⁶.

L'avocat du chauffeur a porté une plainte⁷ pour « discrimination sur le fondement de l'appartenance, vraie ou supposée, à une religion déterminée, dénonciation calomnieuse et pour faux et usage de faux⁸.

Le secrétaire général de l'ONU a déclaré : « *Dans le monde, nous assistons à une haine croissante contre les musulmans* » fustigeant également « *l'antisémitisme, le racisme et la xénophobie* ». Il a mis en garde contre la généralisation et la banalisation des discours haineux qui selon lui pénètrent « *le grand public, se répandant comme un incendie via les réseaux sociaux* ».⁹

Il a dénoncé la diabolisation des musulmans et des arabes à travers leur religion : *« l'Islam est la cible d'une attaque féroce qui vise à le dénigrer et l'accuser de terrorisme alors que les victimes du terrorisme sont majoritairement des arabes et des musulmans »*.¹⁰

Ainsi les thèses identitaires du grand remplacement sont banalisées et se déversent avec une intensité inégalée. Les groupuscules identitaires sont les mieux organisés sur les réseaux sociaux. Ils mènent des campagnes de déshumanisation des musulmans et migrants qu'ils associent et qu'ils considèrent comme des ennemis des « blancs », qui vont islamiser et remplacer les non musulmans. Ce discours est devenu banal, à tel point que des intellectuels français s'en réclament.

C'est dans ce contexte que le ministère de l'Intérieur a validé deux listes anti-Islam pour les élections Européennes. Du jamais vu¹¹. La première est celle de Renaud Camus, théoricien du grand remplacement pour qui les « *immigrés musulmans sont des colonisateurs et la France est sous occupation* ». La seconde est celle Vincent Vauclin, et s'intitule *la Reconquête*.

Le terroriste de Christchurch a expliqué son geste par la théorie du grand remplacement ainsi que par son passage en France où il se serait radicalisé. Les enquêtes de la police néozélandaise, mais aussi de la police autrichienne et allemande mettent au jour un virement du terroriste vers Martin Sellner du groupuscule identitaire Autriche.

Le chef des identitaires européens « *Defend Europe* », est soupçonné d'être « *membre d'un réseau terroriste mondial d'extrême droite* ». ¹² Martin Sellner et Génération Identitaire France ont fait plusieurs actions ensemble, notamment l'action de milice dans les Alpes¹³ contre les migrants et en mer contre le sauvetage des migrants par les ONG. Ils ont développé des moyens spectaculaires sans que les autorités Françaises n'aient rien trouvé à redire à l'époque des faits.

Malgré les indices entre le terroriste de Christchurch et Génération Identitaire, les autorités françaises n'ont mené aucune perquisition envers ce groupe. C'est alors que la police fédérale allemande a retrouvé la trace de 4 virements à quelques jours d'intervalle, pour un montant de 3653 dollars du terroriste des mosquées de Christchurch, vers Génération Identitaire¹⁴.

Romain Espino porte-parole de Génération Identitaire a déclaré que la DGSI les aurait rassurés quant à l'absence de poursuites. Il écrivait sur Twitter : « *Affaire Tarrant : Génération Identitaire s'est mis en relation avec la DGSI ce matin et d'ailleurs, ils nous ont dit eux-mêmes qu'il n'y avait pas du tout matière à s'affoler. Le dossier est vide* »¹⁵.

Alors que le terroriste australien décrit sa radicalisation en France, qu'il y a des liens avec Génération Identitaire, la sécurité a estimé qu'il n'y avait pas assez d'éléments, quand dans le même temps l'Autriche diligente une procédure judiciaire pour un virement. Les autorités françaises n'ont entrepris aucune action sur les liens présumés entre le groupuscule et le terroriste en France.

Avril 2019, une enquête de Médiapart a révélé que 800 membres du site Réseau Libre véhiculent le grand remplacement et n'attendent qu'une étincelle pour passer à l'acte et perpétrer leurs propres attentats islamophobes. Les services de renseignements ont estimé à 350 le nombre de membres que compte l'ultra-droite qui, comme l'australien Tarrant, possèdent légalement une ou plusieurs armes à feu. La DGSI s'inquiète de l'émergence au sein de la mouvance traditionnelle d'extrême droite radicale de groupuscules qualifiés de « *populo-*

patriotes réunissant des guerriers de claviers, le plus souvent jusque-là inconnus des services et n'excluant plus de recourir à l'action violente. »¹⁶

Le 27 juin 2018, des membres de l'extrême droite AFO ont été mis en examen pour association de malfaiteurs terroriste criminelle. Le projet était d'empoisonner la nourriture Halal dans les supermarchés, jeter des grenades sur les musulmans, tuer des imams etc. Des armes ont été retrouvées. Leur site internet qui appelle à la haine est toujours ouvert : « *Guerre de France préparation des citoyens-soldats Français au combat sur le territoire national* ». Ce type de groupuscule est du même ressort que les terroristes djihadistes. Cela semble être minimisé puisque le site internet¹⁷ appelant à la guerre est encore en ligne.

23 personnes qui projetaient des attentats contre les musulmans sont mises en examen dont 9 sont en détention provisoire.¹⁸

Médiapart a rencontré en mars, un ponte de la lutte antiterroriste qui confirmait que « *L'ultra-droite se structure de façon assez inquiétante. Et c'est vrai que l'on retrouve beaucoup de militaires ou d'anciens militaires* ». « *Ce sont souvent des militaires de retour de mission en Afghanistan ou en Irak* », complétait un ancien des services. Ils rentrent traumatisés. Il faut les surveiller pour ne pas qu'ils continuent leur combat individuel.¹⁹

Le 24 juin 2018, 10 personnes dont un ancien gendarme ont été arrêtées pour un projet d'attentat contre des musulmans. Un laboratoire de fabrication d'explosifs a été trouvé.

Ce qui est très inquiétant, c'est que le gouvernement ne mesure pas le danger lié à ces groupes identitaires. La propagande identitaire semble avoir pris tellement d'ampleur dans le débat public, et ce en raison des politiques qui relaient ces discours haineux.

Les plateformes des réseaux sociaux ne semblent pas non plus enclines à mettre fin à l'expansion de la haine même si quelques actions ont été entreprises, comme la fermeture de comptes d'extrême droite.

Les réseaux sociaux facteurs d'instabilité dans le monde

Gilles Vandal, professeur émérite à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke souligne que : « *les extrémistes violents, comme les suprématistes blancs, tirent parti des ressources mises en lignes par les réseaux sociaux pour échanger avec des individus ayant les mêmes idées* ». Pour ce spécialiste : « *les médias sociaux leur permettent non seulement de diffuser leur message de haine, mais aussi d'identifier et de recruter des recrues potentielles et même d'encourager des individus à commettre des actes de violence. Depuis 15 ans, un constat incontournable ressort concernant l'influence des médias sociaux dans le processus de radicalisation. Ils représentent un puissant facilitateur - la principale menace terroriste aux États-Unis provient aujourd'hui des groupes d'extrême droite ou de suprématistes blancs qui représentent une véritable bombe à retardement* »²⁰.

David Kirkpatrick parle du danger des réseaux sociaux. Dans son livre *The Facebook Effect*, il estime que le réseau social représente « *un danger majeur pour les démocraties* »²¹. Il décrit un réseau gigantesque ayant le rôle de supra-nation sur les états, avec un contrôle direct sur les citoyens.

Jaron Lanier, l'un des pionniers de la réalité virtuelle décrit Facebook comme un modèle toxique. Selon ce spécialiste les algorithmes sont conçus spécifiquement pour retenir l'attention des émotions comme la peur et la colère.²²

Ceci explique la prolifération des discours haineux, spécifiquement ceux d'extrême droite suffisamment forts pour faire basculer des campagnes présidentielles comme nous l'avons vu avec l'élection de Trump aux Etats- Unis, d'Orban en Hongrie etc.

Jaron Lanier souligne que Facebook dispose de moyens quasiment illimités pour surveiller les discours de haine et fake news. Les gérants investissent le moins possible, seulement quand ils se retrouvent devant des situations critiques pour leurs entreprises. Les mesures restent cosmétiques et ne répondent pas aux problèmes de fond. Facebook serait d'après le spécialiste « *hors de contrôle* ».

Twitter semble suivre le modèle des algorithmes toxiques de Facebook. L'entreprise ayant moins de moyens et étant plus petite investit moins dans la modération et la surveillance des contenus. Twitter devient tout autant un problème au niveau des contenus haineux et de la délégitimation de la parole publique, que du harcèlement des minorités ou des femmes.

Dans une tribune publiée par le New York Times, Chris Hughes un des fondateurs de Facebook a appelé à son démantèlement. Le ton est amer. Il estime que le réseau social est dangereux pour les droits, la société et la démocratie, qu'il favorise la haine de l'autre, qu'il a le pouvoir de faire basculer des élections vers l'extrême droite. Il explique que « *Mark Zuckerberg seul peut décider comment configurer les algorithmes de Facebook, définit les règles permettant de distinguer les discours violents et incendiaires des discours simplement offensants* » (...) « *je suis fâché que son intérêt pour la croissance l'ait conduit à sacrifier sécurité et civilité pour des clics. - Le gouvernement doit demander des comptes à Mark* »²³.

Facebook lui a répondu par les réponses cosmétiques qu'il ne répand pas à la haine sur le réseau social, ni au danger de Facebook. Il argumente par un entretien avec le président Macron où il explique qu'en réalité c'est le problème des États pas celui de Facebook : « *nous nous concentrons sur quatre domaines clés : réduire la quantité de contenu préjudiciable affiché par les internautes; protéger les élections démocratiques en soutenant des règles unifiées pour la confidentialité des données et en donnant aux individus plus de possibilités pour déplacer facilement leurs données. Dans tous ces domaines, nous pensons que les gouvernements devraient harmoniser les règles avec leurs propres principes, et non ceux d'entreprises privées comme Facebook* »²⁴.

Les réseaux sociaux posent de graves problèmes en terme de violation des droits au niveau mondial. La réponse doit être coordonnée et menée par une instance représentative, les Nations Unies, afin de veiller au respect des droits et à la lutte contre les discriminations contre les minorités.

Les outils doivent être harmonisés et collaboratifs. La société civile est le meilleur garant pour trouver des solutions en accord avec le respect des droits des individus.

Pour contrer cette haine, le gouvernement Sri-Lankais avait bloqué temporairement les réseaux sociaux afin de contrer les fausses informations qui se propageaient suite aux effroyables attentats du 21 avril 2019 qui ont fait 321 morts avec des attaques en série. En effet, en 2012 la

responsabilité de Facebook avait été pointée dans les « émeutes entre bouddhistes et musulmans » elles avaient conduit à la mort de 200 personnes.²⁵

Ce blocage a créé pour la première fois un rapport de force avec le géant Facebook, l'obligeant à chercher des solutions pour contrer la haine sur sa plateforme.

ADM a constaté par son action de lutte contre les discours haineux et fausses informations, une baisse significative des contenus haineux suite au blocage des réseaux sociaux du Sri Lanka. Nous avons moins de comptes haineux à signaler. Le manque d'informations à disposition a assaini le débat public et les informations étaient sourcées.

Ivan Sigal, responsable de Global Voices, une ONG, a estimé que la rapidité de la réaction du gouvernement sri-lankais était « révélatrice » - « *Il y a quelques années, nous aurions utilisé ces plateformes pour nous entraider et pour coordonner l'assistance. Nous les considérons désormais comme une menace* ». ²⁶

La prévention de la radicalisation en France

En France il n'existe aucune politique de prévention contre ces groupuscules ultra violents, ce qui nous inquiète particulièrement. Les différents plans de prévention sont orientés spécifiquement vers les musulmans pratiquants. ADM ne cesse de dénoncer ce traitement discriminatoire, comme le confirme le bilan de prévention de la radicalisation : 4 écoles musulmanes et 7 lieux de culte fermés, des commerces musulmans fermés également ainsi que l'expulsion de 300 étrangers²⁷.

Ce traitement différent en raison de l'appartenance religieuse démontre la discrimination à l'égard des musulmans dans la lutte contre le terrorisme (état d'urgence permanent). L'amalgame alimente les discours racistes antimusulmans, à cause d'un manque de discernement et de vision politique à moyen terme. Les erreurs d'analyse sur l'extrémisme violent concentrent des ressources des renseignements sur les musulmans pratiquants alors qu'ils n'ont rien à voir avec le terrorisme.

Notre constat est rejoint par Séraphin Alava universitaire en sciences de l'éducation. Il déplore qu'en France, la lutte contre l'extrême droite « *ne soit pas valorisée* », ainsi que le manque d'« *outillage technique qui permette de vraiment détecter les discours extrémistes, violents à droite* ». Il ajoute que le « *combat qui doit également passer par de la prévention : La jeunesse est laissée en liberté sur Internet. Elle est donc extrêmement vulnérable* ». ²⁸

Conclusion :

Les autorités françaises doivent prendre en compte ces problématiques et mettre à plat la politique de prévention du terrorisme, lutter fermement contre les discours haineux ciblant les musulmans et les personnes d'origines arabes et africaines.

En ce qui concerne les réseaux sociaux, la seule solution réside dans le fait que les plateformes doivent avoir des groupes de modérateurs dans le pays, qui comprennent la langue, la culture

et connaissent les discours haineux. Les algorithmes ne suffiront pas à enrayer la haine puisqu'ils ne la reconnaissent pas, on constate qu'après les signalements les publications haineuses demeurent disponibles.

Les états doivent imposer aux réseaux sociaux de respecter les droits, de ne pas alimenter les haines qui deviennent un facteur d'instabilité dans le monde.

La société civile doit être associée pleinement aux actions de prévention des discours haineux et des fake news sur les réseaux sociaux.

ADM
16 boulevard Saint-Germain
75005 Paris

contact@adm-musulmans.com

¹ Antiterrorisme Droits et libertés <https://antiterrorisme-droits-libertes.org/>

² Al Jazeera Investigations - Generation Hate Part - https://www.youtube.com/watch?time_continue=1046&v=II2GbD4mrrk

³ Radicalisation sur Internet : « L'extrême droite met en œuvre les mêmes processus que le djihadisme » Par Alexandra Saviana Publié le 07/05/2019 <https://www.marianne.net/societe/radicalisation-sur-internet-l-extreme-droite-met-en-oeuvre-les-memes-processus-que-le>

⁴ <https://twitter.com/frlaborde/status/1124362687343935488>

⁵ <http://www.leparisien.fr/info-paris-ile-de-france-oise/transports/paris-interdite-de-bus-parce-qu-elle-portait-une-jupe-03-05-2019-8065134.php>

⁶ <https://www.mesopinions.com/petition/medias/contre-disciplinaire-visant-collegue-victime-accusations/65613>

⁷ <https://twitter.com/RMCInfo/status/1126718691339423744>

⁸ Interdite de bus pour sa jupe : plainte du chauffeur pour « dénonciation calomnieuse- Le Parisien- Le 9 Mai 2019 <http://m.leparisien.fr/info-paris-ile-de-france-oise/transports/interdite-de-bus-pour-sa-jupe-plainte-du-chauffeur-pour-denonciation-calomnieuse-09-05-2019-8068953.php#xtor=AD-1481423553>

⁹ Antonio Guterres (ONU) met en garde contre « la haine des musulmans » – RTBF. Be - Le 2 avril 2019

https://www.rtb.be/info/societe/detail_antonio-guterres-onu-met-en-garde-contre-la-haine-des-musulmans?id=10185955

¹⁰ GUTERRES : L'ISLAM FAIT FACE À UNE ATTAQUE FÉROCE - Publié par Nadia Janane le 2 avril 2019. Publié dans Société

<http://www.actualite-news.com/fr/culture-art/societe/11728-guterres-lislam-fait-face-a-une-attaque-feroce-lead>

¹¹ <https://www.franceinter.fr/politique/du-jamais-vu-deux-listes-anti-islam-aux-europeennes>

¹² Autriche.Martin Sellner, l'homme au cœur du réseau identitaire - Europe – Autriche – Vienne – Courrier International le 19/04/2019

<https://www.courrierinternational.com/article/autriche-martin-sellner-lhomme-au-coeur-du-reseau-identitaire>

¹³ Le don du terroriste de Christchurch aux Identitaires avant leur action des Hautes-Alpes - <https://www.ledauphine.com/france-monde/2019/03/27/le-don-du-terroriste-de-christchurch-aux-identitaires-avant-leur-action-des-hautes-alpes>

¹⁴ Le suspect d'une fusillade à la mosquée de Christchurch a envoyé 3653 dollars à un groupe français – Stuff- le 5 avril 2019 - <https://www.stuff.co.nz/national/christchurch-shooting/111823722/christchurch-mosque-shooting-suspect-sent-money-to-french-group-german-police>

¹⁵ <https://twitter.com/RomainEspino/status/1113838380230631424>

¹⁶ Révélations sur des « patriotes » qui projetaient des attentats islamophobes 1 avril 2019 par Matthieu suc et Marine Turchi -

<https://www.mediapart.fr/journal/france/010419/revelations-sur-des-patriotes-qui-projetaient-des-attentats-islamophobes>

¹⁷ <http://www.guerredefrance.fr/afo.htm>

¹⁸ Quand l'ultradroite veut passer à l'action – Cellule investigation de Radio France- 24 novembre 2018 par Jacques Monin -

<https://www.franceinter.fr/emissions/secrets-d-info/secrets-d-info-24-novembre-2018>

¹⁹ Coup de filet au sein d'une cellule clandestine de l'ultra-droite par Matthieu Suc, Marine Turchi – Mediapart – le 25 juin 2018 <https://www.mediapart.fr/journal/france/240618/coup-de-filet-au-sein-d-une-cellule-clandestine-de-l-ultra-droite?onqlet=full>

²⁰ Une radicalisation des suprématistes blancs à travers les réseaux sociaux - le 8 Avril 2019-

<https://www.latribune.ca/opinions/une-radicalisation-des-suprematistes-blancs-a-travers-les-reseaux-sociaux-fb88f3226463ec270d0e67bad9996716>

²¹ David Kirkpatrick « Facebook est conçu pour diffuser la peur et la colère » – Lecho.be - le 13 avril <https://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/David-Kirkpatrick-Facebook-est-concu-pour-diffuser-la-peur-et-la-colere/10115959>

²² Ibid.

²³ It's Time to Break Up Facebook By Chris Hughes May 9, 2019

<https://www.nytimes.com/2019/05/09/opinion/sunday/chris-hughes-facebook-zuckerberg.html?module=inline>

²⁴ Breaking Up Facebook Is Not the Answer Dismantling our company won't fix what's wrong with social media. By Nick Clegg
Mr. Clegg is Facebook's vice president for global affairs and communications. May 11, 2019
<https://www.nytimes.com/2019/05/11/opinion/facebook-nick-clegg-chris-hughes.html>

²⁵Attentats au Sri Lanka : les réseaux sociaux bloqués pour éviter « la propagation d'informations fausses » - Le Monde avec AFP - le 21 avril 2019 - https://www.lemonde.fr/pixels/article/2019/04/21/apres-les-attentats-les-reseaux-sociaux-bloques-par-le-gouvernement-sri-lankais_5453192_4408996.html

²⁶ Blocage des réseaux sociaux au Sri Lanka: une décision révélatrice - <https://lactualite.com/actualites/blocage-des-reseaux-sociaux-au-sri-lanka-une-decision-revelatrice/>

²⁷ Radicalisation : 4 écoles musulmanes et 7 lieux de culte fermés en un an par L'EXPRESS.fr avec AFP, publié le 11/04/2019
https://www.lexpress.fr/actualite/societe/radicalisation-4-ecoles-musulmanes-et-7-lieux-de-culte-fermes-en-un-an_2072454.html?utm_term=Autofeed&utm_medium=Social&utm_source=Twitter&Echobox=1554994759#xtor=CS3-5083

²⁸ Radicalisation sur Internet : « L'extrême droite met en œuvre les mêmes processus que le djihadisme », par Alexandra Saviana Publié le 07/05/2019 : <https://www.marianne.net/societe/radicalisation-sur-internet-l-extreme-droite-met-en-oeuvre-les-memes-processus-que-le>